

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara - CS 70248 - 13331 Marseille cedex 03

Marseille, le 25 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Travaux de Pompage et Assainissement

BP 9
Poste 145 GPMM
13016 Marseille

Références : D-2025-0267
SPR/2025/496

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance) : 0006404570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement Travaux de Pompage et Assainissement implanté BP 9 Poste 145 GPMM 13016 Marseille. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Travaux de Pompage et Assainissement
- BP 9 Poste 145 GPMM 13016 Marseille
- Code AIOT : 0006404570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TPA exploite des installations de transit, regroupement, tri et traitement de déchets dangereux et non dangereux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.5.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	/	Demande d'action corrective	1 mois
4	Risque Incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	/	Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.7	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.8.4	Susceptible de suites	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	/	Sans objet
7	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.6	/	Sans objet
8	Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Sans objet
9	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
10	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater d'une part que les dépassements en chlorures dans les rejets liquides persistent du fait de la nature des déchets traités et d'autre part, que la mise en conformité à la VLE n'avance pas. Dans ce contexte, les services de l'inspection proposent à monsieur le Préfet de mettre en demeure la société TRAVAUX DE POMPAGE ET D'ASSAINISSEMENT de respecter les VLE sous un délai de 6 mois.

Concernant le risque incendie, les écarts constatés (absence de plan de défense incendie et de réalisation d'exercice incendie ; convention avec MEDIACO VRAC et vérification du mur de séparation) peuvent être rapidement soldés par l'exploitant. Les actions attendues et les délais associés sont fixés par lettre préfectorale. A ce stade, il n'est pas proposé de suite à monsieur le Préfet concernant ces points de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 4.4.5			
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 02/04/2024			
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.)			
Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale journalière	Flux maximal journalier
Débit journalier	1421	120 m3/j	---
MEST	1305	600 mg/l	72 kg/j
DCO*	1314	1 354 mg/l	162,5 kg/j
DBO5	1313	800 mg/l	96 kg/j
Azote global	1551	150 mg/l	18 kg/j
Phosphore total	1350	50 mg/l	6 kg/j
pH	1302	5,5<pH<8,5	---
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 mg/l	0,6 kg/j
Anthracène	1458	25 µg/l	2 g/j
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,058 mg/l	7 g/j
Benzo(a)pyrène	1115	25 µg/l	3 g/j
Benzo(b)fluoranthène	1116		
Benzo(k)fluoranthène	1117		

Benzo(g,h,i)perylène	1118		
Indeno(1,2,3-cd) pyrène	1204		
Cadmium et ses composés	1388	0,05 mg/l	6 g/j
Chlorures		500 mg/l	60 kg/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,19 mg/l	23 g/j
Chrome hexavalent et composés (en Cr ⁶⁺)	1371	0,1 mg/l	12 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,5 mg/l	60 g/j
Cyanures libres	1084	0,1 mg/l	12 g/j
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	1168	0,1 mg/l si rejet >5g/j	12 g/j
Etain et ses composés (en Sn)	1380	2 mg/l	240 g/j
Fluor et composés (en F)	1391	15 mg/l	1,8 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l	1,2 kg/j
Indice phénols	1440	0,2 mg/l	24 g/j
Manganèse et composés (en Mn)	1394	1 mg/l	120 g/j
Mercure et ses composés	1387	5 µg/l	0,6 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,5 mg/l	60 g/j
Nonylphénols	1958	0,3 µg/l	36 mg/j
Pesticides cyclodiènes (Aldrine, Dieldrine, Endrine, Isodrine)	1103/1173/11181/1207	10 µg/l (somme des 4 drines visées)	1,2 g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,25 mg/l	30 g/j
Somme des 7 PCB _i	7431	0,005 µg/l	0,6 mg/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	2 mg/l	240g/j

***Conformément à l'Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD), il est préférable de porter la surveillance sur le COT plutôt que sur la DCO ;**

Un coefficient de raccordement sera déterminé afin d'avoir une correspondance fiable entre les 2 paramètres.

Constats :

Depuis l'inspection de novembre 2023, l'exploitant a échangé à de nombreuses reprises avec le gestionnaire de la station d'épuration et les services de l'inspection. Il ressort à la date de l'inspection que :

- les dépassements en chlorures persistent de par la nature des déchets liquides traités ; entre juin 2024 et avril 2025, les analyses d'autosurveillance montrent un dépassement systématique (2 940 mg/l en septembre 2024, 3 200 mg/l en janvier 2025 et 2 980 mg/l en avril 2025 pour une VLE à 500 mg/L) ;
- le gestionnaire de la station indique qu'il est en capacité de recevoir des effluents dont la concentration en chlorures et le flux ne doivent pas dépasser respectivement 5 000 mg/l et 240 kg/j ;
- le gestionnaire ne souhaite pas mettre à jour la convention d'autorisation de déversement des rejets aqueux de l'exploitant dans le réseau communal d'eaux usées ;
- le gestionnaire souhaite également un lissage des rejets d'effluents 7 jours sur 7 ;
- l'exploitant ne dispose pas d'information du gestionnaire concernant le débit de lissage souhaité par le gestionnaire ;
- l'exploitant n'a pas étudié la solution de rejet direct au milieu naturel, émise à l'occasion d'échanges par le gestionnaire du réseau ;

- enfin, le gestionnaire a laissé à l'exploitant jusqu'à fin octobre 2025 pour mettre en œuvre la solution de lissage.

Lors de la visite d'inspection, il a été abordé le courriel du 28 mars 2025 valant porter-à-connaissance. L'exploitant a confirmé que selon le débit de lissage demandé par la SERAMM, la mise en œuvre sera techniquement compliquée, voire impossible. L'exploitant indique qu'il devra par exemple installer un bassin tampon d'environ 600 m³ dans le cadre d'un débit de lissage de 35 m³/j. Cependant, la surface disponible sur le site est très limitée.

Les services de l'inspection considèrent que la non-conformité persiste concernant les dépassements en chlorures. En effet, aucune action n'a été mise en œuvre depuis la précédente inspection. Les dispositions de l'article 4.4.5 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 ne sont toujours pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est mis en demeure sous 6 mois, de se conformer aux VLE prescrite par l'AP en objet .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 8.8.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plans de masse
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/11/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure ;• 4 bouches incendie munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours réparties sur le site et permettant de délivrer chacune 60 m³/h sous 1 bar pendant 2 heures ;• des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme ; <p>L'ensemble de ces équipements et matériels est strictement réservé à la lutte contre l'incendie.</p> <p>Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un plan de situation du site et quatre plans de masse faisant apparaître les moyens de lutte contre l'incendie, sont transmis à la direction de la prévention du Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection de novembre 2023, le système de détection automatique d'incendie connaissait des déclenchements intempestifs. Après plusieurs actions de correction inefficaces, l'exploitant a finalement remplacé, en avril 2025, le dispositif existant (détecteur de flamme) par un dispositif de détection automatique triple infra-rouge.</p> <p>En effet, la technologie précédente n'était pas compatible avec le rayonnement solaire (détecteur sous auvent abritant le stockage extérieur).</p> <p>Concernant les systèmes de détection automatique d'incendie, il s'avère que l'exploitant n'avait pas établi la liste de ces dispositifs ainsi que les opérations d'entretien prévues, conformément aux dispositions de l'article 8.4.4 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021. Par courriel du 29 avril 2025, l'exploitant a transmis ces éléments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la 1ère intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;)- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas établi son plan de défense incendie. Le plan de formation est notamment en cours de mise à jour. L'exploitant dispose du plan du site. Un système de vidéosurveillance est en service. Il permet de faire une levée de doute en cas de déclenchement d'alarme. Si besoin, l'exploitant peut faire appel à la sûreté portuaire et aux marins-pompiers, situés à proximité du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit et transmet son plan de défense incendie aux services de l'inspection ainsi qu'au bataillon des marins-pompiers de Marseille (BMPM).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Risque Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas réalisé l'exercice prévu par les présentes dispositions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant réalise l'exercice incendie <u>sous 1 mois</u> à compter de la notification du présent rapport. Il transmet également le compte-rendu de cet exercice aux services de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : État des stocks
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué suivre son état des stocks de manière informatisée. Le tableau présenté est un suivi journalier avec saisie manuelle. En effet, il n'y a pas de connexion avec le pont bascule. Il est à noter que la saisie n'a pas été réalisée entre le 9 et le 22 avril inclus. Cependant, l'état des stocks était connu a été mis à jour à la date du 23 avril 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.7
Thème(s) : Risques accidentels, Mur séparatif
Prescription contrôlée : Les sociétés TPA et MEDIACO VRAC sont séparés par un mur REI 90 de 3 mètres de haut. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la pérennité de ce mur et de ces caractéristiques. A cet effet, une convention sera établie entre l'exploitant et la société MEDIACO VRAC (ou toute société s'y substituant). Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection. Tous les 3 ans, l'exploitant procède à une vérification de l'état du mur, et notamment de ses caractéristiques au regard des hypothèses retenues dans le cadre du dossier de demande d'autorisation initial (état, hauteur, absence d'ouverture, etc). Le compte-rendu de cette vérification est tenu à la disposition de l'Inspection.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en capacité de présenter la convention signée établie entre TPA et MEDIACO VRAC. De plus, il n'a également pas pu justifier de la transmission du projet de convention à la société MEDIACO VRAC. Enfin, l'article 9.7 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 prévoit une vérification du mur tous les 3 ans. Or, la vérification n'a pas été réalisée en 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant dispose d'un mois pour finaliser la convention avec MEDIACO VRAC et réaliser la vérification de l'état du mur conformément aux dispositions de l'article 9.7 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2021, article 9.6
Thème(s) : Autre, Transit - Regroupement des déchets liquides
Prescription contrôlée : Les déchets liquides reçus doivent respecter les concentrations maximales définies ci-dessous : Anthracène : 15 498 mg/kg Naphtalène : 928 mg/kg Afin d'assurer le suivi de la qualité des déchets liquides reçus, l'exploitant réalise les analyses suivantes dans chacune des cuves de stockage : Anthracène et Naphtalène : fréquence annuelle
Constats : L'exploitant a présenté les résultats des analyses faites en 2023 et 2024. Les déchets liquides reçus respectent les concentrations fixées pour les paramètres anthracène et naphtalène.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Autre, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : [...] S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué travailler avec EUROFINS dans le cadre de la surveillance de ses rejets aqueux. Il réalise les prélèvements et procède au conditionnement dans une glacière fournie par EUROFINS, comprenant le flaconnage nécessaire. EUROFINS fait les analyses à réception des échantillons. L'exploitant utilise un préleveur automatique lui appartenant qu'il fait vérifier annuellement par le fabricant Endress HAUSER. Lors de la visite, l'exploitant a fourni les comptes-rendus d'intervention.

Après vérification, le contrôle de recalage ne s'applique pas avec les appareils installés. Ce point sera à reconsidérer par l'exploitant en cas de changement de méthode de prélèvement ou de remplacement des préleveurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Des écarts (limite de quantification, oubli de paramètres) ont été constatés, pour les rejets n°2 et 3, entre les rapports d'analyse des campagnes 1 et 3, et la saisie dans l'outil GIDAF. Ils ont été corrigés depuis la visite d'inspection. Au 26 mai 2025 la situation est conforme.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a également transmis les 3 campagnes réalisées sur les rejets pluviaux. Le point de prélèvement est commun aux points de rejet n°3 et 4. L'exploitant a saisi les mêmes résultats sur chaque point sinon l'outil GIDAF signalait une absence de saisie. Il ressort une valeur mesurée sur le paramètre AOF lors de la 3^e campagne de mesure : 3.8 µg/l pour une limite de quantification fixée à 2 µg/l. De plus, l'exploitant n'avait pas défini le débit de rejet.

Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant a indiqué avoir complété sa déclaration GIDAF (débit) pour ses rejets pluviaux.

À la date du 26 mai 2025, la déclaration dans GIDAF pour le point n°4 a été supprimée compte tenu que le point de prélèvement est commun aux points de rejet n°3 et 4.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Eaux pluviales

Les résultats montrent :

→ sur la campagne 1 : aucune quantification,

→ sur la campagne 2 : quantification à 33 ng/l pour le L_PFOS (perfluorooctane linéaire),
→ sur la campagne 3 : AOF à 3.8 µg/l ; PFBA (22 ng/l) : L_PFOS (35 ng/l).

L'exploitant n'a pas d'idée sur l'origine de la présence de ces substances dans les eaux pluviales. L'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu d'incendie, d'exercice incendie, de lavage de citernes sur site, ou de déversement accidentel pouvant être à l'origine de la présence de ces substances.

Eaux de process

Le rejet n°2 provient du traitement des eaux souillées contenues dans les cuves présentes sur site. Les déchets liquides entrants sur le site correspondent uniquement aux déchets générés par les bateaux qui sont susceptibles de réaliser des essais incendie, un nettoyage des cales... avec des produits pouvant contenir des substances fluorées de type PFOS / PFOA.

L'exploitant a installé entre les campagnes PFOS n°2 et n°3 un filtre à charbon actif. Il n'y a eu aucune quantification en PFOS lors de la 3e analyse.

Le 1^{er} remplacement du filtre à charbon actif a été effectué en mars 2025 par précaution. Depuis ce remplacement, l'exploitant effectue des analyses hebdomadaires afin de suivre la saturation du charbon et évaluer la fréquence de remplacement.

Type de suites proposées : Sans suite